

## **Il faut dire la vérité sur l'état de notre économie**

Marc Touati, *Le Monde*, 18 Septembre 2007

Les prévisions optimistes du gouvernement seront d'autant démenties que les facteurs de l'expansion passée sont en train de s'atténuer, voire de s'inverser

Doit-on dire la vérité sur l'évolution prévisible de la croissance française, en particulier lorsqu'elle s'annonce difficile ? Certes, les dirigeants d'une nation ont un devoir d'optimisme. Dans ce cadre, il n'y a rien de véritablement choquant lorsque les actuels responsables politiques français font état de leur confiance dans l'avenir économique du pays. Pour autant, ceux-ci ont également un devoir de transparence vis-à-vis de leurs concitoyens. Ainsi, de 2001 à 2006, les différents gouvernements n'ont eu de cesse d'annoncer chaque année une croissance d'environ 2,5 %, alors que la réalité a été bien différente puisque, sur cette même période, la progression annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) français n'a été que de 1,7 % ! Autrement dit, si la méthode Coué peut avoir du bon à court terme, elle doit très vite laisser place à des améliorations concrètes, sinon l'espoir se transforme en déception et le risque de dérapages sociaux point à l'horizon.

C'est exactement la situation épineuse dans laquelle se trouve une fois encore l'économie française. En effet, la croissance a été très molle au cours du premier semestre, et nos dirigeants veulent nous faire croire qu'il ne s'agit que d'un accident de parcours qui sera vite effacé par une vigueur économique exceptionnelle au second semestre, à même de consacrer une croissance d'au moins 2,3 % sur l'ensemble de cette année.

Malheureusement, il n'en sera rien. Et pour cause : compte tenu de la faiblesse de l'activité sur les six premiers mois de l'année, l'acquis de croissance n'est que de 1,3 % au sortir du premier semestre. Dès lors, pour atteindre les fameux 2,25 % de croissance annuelle promis, il faudrait que le PIB augmente d'au moins 1,2 % sur chacun des deux derniers trimestres de 2007 ! Rappelons que, depuis 1978, une telle vigueur n'a été enregistrée qu'à trois reprises (en 1978, 1988 et 2000).

Sauf miracle, nous en serons donc loin. Et ce d'autant que c'est justement au second semestre 2007 que la France va devoir affronter une série d'épreuves. Tout d'abord, elle devra payer la facture d'un euro excessivement cher depuis la fin 2006. N'oublions pas qu'une appréciation de 15 % de notre devise retire environ 0,5 point à la croissance, et ce avec six à neuf mois de décalage. La hausse de 18 % de l'euro face au dollar du début 2006 à l'été 2007 n'a donc pas fini de nous pénaliser. Ensuite, l'augmentation des taux d'intérêt tant monétaires qu'obligataires qui s'est accélérée depuis la fin 2006 va également peser à la baisse sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Dans le même temps, la France va également pâtir du ralentissement de la croissance mondiale, y compris chez nos partenaires de la zone euro, en particulier allemands. En 2006, la croissance française n'a été que de 2,2 %, avec une croissance mondiale de 5,4 % et une croissance allemande de 2,9 %. Que va-t-elle devenir cette année, avec des performances de 4,5 % pour le PIB mondial et de 2 % outre-Rhin ? En outre, à présent que la bulle immobilière commence à dégonfler, l'activité dans la construction va inévitablement décélérer, entraînant dans son sillage une partie non négligeable de l'économie française.

Mais ce n'est pas tout car, même si son impact reste limité, la récente crise financière internationale imposera une plus grande prudence aux banques en matière de crédit, évidemment vis-à-vis des PME, mais surtout des ménages. Or, depuis sept ans, la croissance repose principalement sur la résistance de la consommation et sur la formation d'une bulle immobilière, toutes deux entretenues par la forte augmentation de l'endettement. A présent que ce dernier va ralentir, voire baisser, il est clair que la croissance en fera de même. Et ce n'est pas la défiscalisation des intérêts d'emprunts contractés depuis le 6 mai 2007 qui l'en empêchera.

Enfin, la stagnation de l'emploi au deuxième trimestre indique non seulement que le cercle vertueux investissement-emploi-consommation demeure toujours très loin, voire est hors de portée, mais aussi que la révision haussière des chiffres du chômage que doit prochainement annoncer l'Insee risque d'être sévère. Autrement dit, jusqu'à présent dopé par la traditionnelle confiance post-électorale, le moral des ménages risque désormais de pâlir significativement.

Dans ce cadre, et parce que tout économiste qui se respecte a le devoir d'être indépendant et transparent, nous sommes au regret de devoir rappeler à l'ensemble des dirigeants français que la croissance hexagonale sera d'au mieux 1,8 % tant cette année que l'an prochain. De ce fait, l'emploi restera mou et le déficit public sera d'au moins 3 % du PIB en 2007 et 2008, avec une dette publique qui, dans les prochaines années, ne se rapprochera pas de la barre des 60 %, mais bien de celle des 70 %.

Les Français doivent le savoir non seulement pour ne pas essuyer de nouvelles déceptions, mais aussi pour prendre conscience que sans réformes économiques massives, la France ne pourra sortir de la croissance molle, de l'emploi moribond et du déficit public élevé. Tous les pays de la zone euro l'ont compris, c'est maintenant au tour de la France, de ses dirigeants et de ses citoyens de franchir le pas.

Marc Touati est économiste, président du cabinet de conseil ACDE (Aux Commandes De l'Economie, [www.acde.biz](http://www.acde.biz)).